

Appel à communications

« Critiques et pragmatismes : nouvelle rencontre pour l'écologie politique ? »

Colloque AISLF, CR41 « Théories critiques, sociologies critiques »

Université de Liège
Jeudi 29 février et vendredi 1^{er} mars 2024

Il est devenu courant d'affirmer que le modèle économique qui a triomphé dans la modernité, le capitalisme productiviste, s'est construit sur une double exploitation de la nature et des humains. En sciences sociales, la critique de cette exploitation s'arme aujourd'hui régulièrement du côté d'auteurs qui, se revendiquant peu ou prou du pragmatisme, ont interrogé le dualisme nature-culture (Haraway, Latour, Stengers...). L'avènement d'un paradigme écologique semble même presque aller de pair avec la (re)découverte d'une approche pragmatique qui chercherait à ouvrir la démocratie et l'espace public à l'ensemble des êtres que porte la planète et qui sont nécessaires à son équilibre biologique.

L'affinité élective entre critique écologique et pragmatismes n'a pourtant rien d'évident. Tandis que la première, comme toutes critiques, suppose une prise de distance avec l'ordre établi, ses institutions étatiques, son mode de production et son imaginaire consumériste, les pragmatismes se positionnent au plus près des acteurs pour décrire leurs assemblages, quitte à endosser une vision irénique de l'ordre social. Si un élan environnementaliste puissant trouve bel et bien à être impulsé depuis une posture pragmatiste, c'est parce qu'elle permet de recomposer un rapport au vivant où la symétrie prévaut sur la domestication, comme ont parfois pu s'en approcher les « non-modernes » ou, plus près de nous, des pratiques agricoles alternatives. Un tel rapport empêcherait les humains d'exploiter les êtres qui composent leur monde, tant à des fins alimentaires qu'à des fins économiques. Il s'agirait donc de réconcilier les modernes avec une « nature » qu'ils ont jusque-là chosifiée. Mais cette réconciliation des modernes et de ce qu'ils ont traditionnellement placé du côté de la nature a-t-elle à ce stade une chance d'aboutir si elle ne s'adosse pas à une perspective susceptible de remettre en question radicalement l'ordre du monde et ceux à qui profite le productivisme et l'extractivisme qui le régissent ?

C'est vrai, la dimension pragmatique qui se dégage aujourd'hui de nombreuses actions écologiques est clairement visible : construire l'utopie d'un monde habitable à plusieurs ici et maintenant plutôt que lutter pour le grand soir, faire primer l'efficacité écologique de nouvelles pratiques sur le combat idéologique. Et cette dimension se combine aisément à une certaine tradition pragmatique en sciences sociales et en philosophie qui, à l'heure du capitalocène, entend décrire comment d'aucuns parviennent à nouer avec le vivant d'autres rapports que des rapports d'exploitation. Mais cette dimension pragmatique se suffit-elle à elle-même si, à un moment donné, elle n'envisage pas de reconstruire une alliance de classes politique (au-delà d'une supposée classe écologique) susceptible de poser à nouveau frais de façon critique l'identification de ses adversaires politiques communs : celles des multinationales, des lobbies et de leurs représentants politiques ?

En effet, on peut avoir le sentiment qu'à ce jour, le tournant pragmatiste et écologique a peut-être trop minoré une tradition de critique sociale qui, de Marx à l'école de Francfort en passant par l'écologie politique anarchiste de Kropotkine à Bookchin, a traditionnellement adjoint à la critique de la technique productiviste et de la chosification de « la nature », un repérage fort des formes de la domination. Pour sa part l'environnementalisme n'a pas

toujours mis ces questions à l'agenda. En effet, à force de considérer que *Gaïa* est un réseau composé d'humains et de non-humains vivant en interdépendance, ne ramène-t-on pas les rapports sociaux ainsi étendus à une forme de vitalisme panthéiste quasi religieux aisé à pacifier ? Tous les êtres se valent dans le réseau et il suffirait de convaincre les plus polluants d'entre eux de transformer leurs pratiques pour qu'enfin soient respectés les êtres qu'ils altèrent (les forêts, les cours d'eau, les insectes, etc.) et dont pourtant nous dépendons toutes et tous.

Il ne semble de prime abord pas simple pour les sciences sociales d'obédience pragmatiste de fournir à l'écologie politique une réflexion qui puisse la prémunir du *green washing*, du capitalisme vert, ou d'une version tellement édulcorée de l'idée de transition ou de celle de développement durable que l'ensemble des acteurs dominants sur la scène du capitalisme transnational s'y trouvent les bienvenus. La pensée pragmatique ne nous prémunit pas toujours contre une écologie libérale. Elle ne nous prémunit pas non plus facilement contre une écologie réactionnaire. Pensant difficilement la conflictualité et la structuration sociale, il existe une écologie qui ne se ferme pas radicalement à la critique régressive, du « c'était mieux » avant, à l'époque d'une paysannerie authentique identifiant clairement ses dépendances, en contact avec *cette terre qui ne ment pas*, laquelle se trouvait alors du reste encore vierge de toute altérité issue des diverses vagues migratoires. On voit bien aujourd'hui comment, à l'extrême droite, une forme de référence lancinante au terroir devient également une façon rhétorique de justifier la « spécificité culturelle » d'un territoire fermé à toute altérité.

Dans de telles conditions, le présent colloque entend donc mettre au centre une seule et même question : une convergence est-elle possible entre critique sociale, pragmatismes et écologie politique ? L'écologie décoloniale et l'éco-féminisme sont autant de courants critiques qui aident à prémunir l'écologie contre ses potentielles instrumentalisation fascistes ou capitalistes. Ils aident aussi à prémunir la critique des contestations régressives qui ne visent plus une forme d'émancipation (humaine et potentiellement non-humaine) universelle pour l'avenir mais un retour en arrière, souvent dans la remontrance et la désignation haineuse de « coupables ». Le particularisme prévaut ici sur l'universalisme qui fut traditionnellement celui sur lequel la tradition critique, inspirée des Lumières, a assis ses principaux acquis. Comment aujourd'hui assurer l'alliage de la critique et de l'écologie politique sans payer le prix de cet universalisme ? Si en effet l'écologie décoloniale et l'éco-féminisme rappellent l'urgence de la critique à l'écologie pour éviter que celle-ci ne mue en une forme de capitalisme vert et gentrifié, doit-on convenir que cette critique ne peut se faire qu'à partir de points de vue radicalement situés, sans traductions culturelles ou mise en exergue d'équivalences réciproques ? En un mot comme en cent : est-il possible – et même souhaitable – de chercher depuis les *situations critiques* que vivent et portent les mouvements écologiques à l'échelle planétaire de redéfinir les bases d'un universalisme émancipateur, une sorte d'écologie socialiste passant du « je » au « nous » asservis et dominés, animaux non humains et animaux humains, femmes, hommes, queer, minorités raciales ? Comment les mouvements sociaux contemporains se situent-ils tant par rapport à l'urgence d'une critique écologique non moralisatrice que par rapport à la construction d'un « nous » qui puisse aussi parler à la première personne ?

Enfin, puisqu'il s'agit de jouer une écologie contre une autre (ou certaines écologies contre d'autres), à quel titre le sociologue peut-il favoriser une écologie émancipatrice contre une écologie qui, arguant de la nécessité de reconnaître ses « attachements » et ses « dépendances », se ferait surtout protectrice de l'ordre capitaliste du monde, voire réactionnaire ? A supposer, comme le prônait Howard Becker que les sociologues doivent « choisir leur camp », peut-on, sans débat épistémologique sérieux, orienter politiquement la

description pragmatique des utopies et mouvements écologiques vers une écologie politique critique qui se distingue volontairement d'une écologie morale, religieuse ou nationaliste ?

C'est l'ensemble de ces questions que nous suggérons de discuter à l'occasion du colloque qui accueillera des présentations tant théoriques qu'empiriques. Il est en effet urgent de pouvoir armer d'enquêtes de terrain au sein des utopies concrètes ce que l'on pourrait ainsi qualifier de façon très large de socialisme écologique ou de critique pragmatique. Cela afin de voir également comment, dans quelle mesure et à quelle échelle elles se fédèrent.

Les propositions de communication se rattacheront à l'un des axes suivants :

1. L'esprit « pragmatique » des mobilisations écologiques. Une critique en acte ?
2. Critique et politique : quel universalisme dans les utopies écologiques et sociales contemporaines ?
3. Le motif « écologique » au sein des traditions pragmatiques et des théories critiques
4. Ecologie décoloniale et éco-féminisme: perspectives pour un pragmatisme critique ?
5. L'engagement scientifique : quel statut politique pour l'enquête en sciences sociales ?

Organisé par le CR 41 *Théories critiques; sociologies critiques* de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), ce colloque de deux jours est ouvert aux enseignant.e.s, étudiant.e.s et doctorant.e.s. Les rencontres de ce comité de recherche visent non seulement à approfondir des aspects des théories critiques et de la sociologie critique, en sciences humaines et sociales ainsi qu'en philosophie sociale et politique, mais aussi à créer un espace de réflexion autour des réalités sous-jacentes aux diverses thèses émises par les différentes productions reliées à ces courants de pensée.

Date et lieu d'organisation :

29 février et 1^{er} mars 2024
Université de Liège

Modalités de soumission

Les propositions doivent être adressées avant le 30 octobre 2023 aux organisateurs :
bfrere@uliege.be
mcerveramarzal@uliege.be

Elles peuvent être rédigées en anglais ou en français.
Elles feront entre 2 000 et 3 000 signes et contiendront :

- un titre
- une annonce de plan
- une bibliographie
- une bio-bibliographie de l'auteur.ice

Les organisateurs veilleront à faire respecter une parité de genre et de statut (titulaires / non-titulaires), ainsi qu'une diversité géographique, parmi les intervenant.e.s du colloque.